Sécurité : Poutine dénonce les promesses en l'air de l'OTAN et veut des «garanties juridiques»

Moscou 21 décembre (RHC) Le président russe Vladimir Poutine , a dénoncé les promesses en l'air de l'OTAN et veut des «garanties juridiques»

Lors d'une intervention devant les cadres de l'armée russe et du ministère de la Défense, le chef d'Etat a plaidé pour des «garanties juridiques» de sécurité avec Washington pour atténuer les tensions. Il les a néanmoins jugées insuffisantes, soulignant des promesses non-tenues par le passé.

Ce 21 décembre, au cours d'une réunion du Collégium du ministère russe de la Défense, Vladimir Poutine a réclamé à Washington des «garanties juridiques» visant à assurer la sécurité mutuelle, dans un contexte de tensions entre d'une part l'OTAN et ses alliés, et d'autre part Moscou.

«La Russie ne veut ni des conflits armés ni des effusions de sang, nous sommes pour la diplomatie», a-t-il ajouté. Les demandes russes ne sont pas un «ultimatum». Des sociétés américaines préparent des «provocations» chimiques en Ukraine, selon le ministère russe de la Défense. Le chef de l'Etat russe a précisé que sa demande de garanties ne constituait pas un «ultimatum».

Estimant que la Russie ne devait pas faire l'objet de «dispositions particulières» de la part des pays européens, il a en outre affirmé défendre «la sécurité égale et indivisible en Europe». Nous en avons parfaitement le droit Il a néanmoins souligné que la Russie n'hésiterait pas à «répondre de manière adéquate en cas d'agression occidentale», alors que la présence militaire de l'OTAN s'intensifie aux frontières russes. «Le renforcement aux frontières russes des groupements militaires des Etats-Unis et de l'OTAN ainsi que l'organisation de manœuvres militaires d'ampleur constituent une source sérieuse de préoccupation», a déclaré Vladimir Poutine.

«En cas de maintien de la ligne très clairement agressive de nos collègues occidentaux, nous allons prendre des mesures militaires et techniques adéquates de représailles, réagir de manière ferme aux actions hostiles [...] Nous en avons parfaitement le droit», a prévenu le président russe.

S'exprimant lors de la même réunion, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a déclaré que les Etats-Unis avaient déployé quelque 8 000 soldats près des frontières russes et que des avions militaires américains effectuaient fréquemment, aux côtés de leurs alliés de l'OTAN, des vols près de la Russie.

Le ministre s'est en outre inquiété de la présence d'employés de sociétés militaires privées américaines en Ukraine, qu'il a accusés de préparer des «provocations» impliquant notamment un «produit chimique non identifié».

Cependant, si Moscou obtenait satisfaction, des «garanties» de la part de Washington ne suffiraient pas, selon Vladimir Poutine, qui a accusé les Etats-Unis de se retirer des traités qu'ils signent lorsque cela les arrange et de ne pas respecter leurs engagements : «Nous avons besoin de garanties juridiquement contraignantes à long terme. Mais nous savons bien qu'on ne peut même pas y croire ! On ne peut jamais faire confiance à aucune garantie juridique. Parce que les Etats-Unis se retirent facilement de tous les traités internationaux qui, pour une raison ou une autre, perdent pour eux de leur intérêt», a-t-il argumenté, prenant pour exemple le traité Ciel ouvert dont s'est retiré Washington en 2020, ou le traité ABM, plus ancien, signé en 1972 et portant sur une limitation des armements stratégiques, abandonné par les Etats-Unis en 2002.

«Nous connaissons bien le prix de ces engagements, paroles, promesses verbales. On peut se référer à l'histoire récente, aux événements de la fin des années 80 et du début des années 90 du siècle dernier quand on nous disait que notre inquiétude concernant une éventuelle extension de l'OTAN vers l'est était sans fondement», a étayé Vladimir Poutine, rappelant qu'«ensuite, cinq vagues d’extension de l'OTAN vers l'est ont suivi».

Source Russia Today

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/280550-securite-poutine-denonce-les-promesses-en-lair-de-lotan-et-veut-des-garanties-juridiques

Radio Habana Cuba